

JOHN KENEDY À LA MAISON BLANCHE: UN LOURD HÉRITAGE...

«Apprenez qu'il y a des circonstances dans la vie publique d'un homme où il est obligé de s'élever au-dessus de ses principes».

Cette pensée de John F. Kennedy résume toute la brillante carrière du jeune sénateur de Boston. Kennedy est un opportuniste. Non, certes, au sens péjoratif que lui ont donné les conservateurs socialistes français, mais suivant une conception réaliste des problèmes de l'Etat qui implique l'impopularité quand l'intérêt de quelques-uns est préjudiciable à celui de la communauté. Et l'on est bien obligé de constater que cet opportunisme est payant quand la responsabilité suprême est accordée comme un légitime épilogue d'une vocation déterminée par un vœu paternel.

Avec Kennedy, les Démocrates entrent à la Maison Blanche nantis d'un potentiel de critiques que huit années d'indicible immobilisme ont alimenté. On a dit que Kennedy à la Présidence c'était mettre les Etats-Unis sous la coupe de Walter Reuter, chef de file du syndicalisme américain. C'est aller un peu loin et négliger la propension à l'impopularité qui est le trait fondamental du «*courage politique*» du nouveau président. Néanmoins, la nostalgie du *New Deal* habite la classe ouvrière américaine de qui la sécurité était mise en cause par la gestion républicaine. Aussi les Démocrates peuvent-ils susciter la ferveur populaire en associant plus étroitement les syndicats à la gestion des affaires. La récession qui risque de sévir dans l'économie est une menace qui est à la mesure du C.I.O. Les problèmes de ségrégation raciale que le Président Eisenhower avait laissés sans solution peuvent être des terrains efficaces d'application de la doctrine démocrate fortement teintée de libéralisme.

Bien sûr, l'opportuniste Kennedy ne s'est pas élevé contre le déchaînement anti-communiste de Mac Carthy. Mais c'était pour ne pas abattre ses atouts, desquels il entendait bien faire le meilleur usage le moment venu. Ce moment arrive. Kennedy est au pied du Mur. Un mur lézardé dont le sénateur du Massachusetts ambitionne d'être le Josué.

Tous les actes politiques de l'administration d'Eisenhower, qu'il s'agisse de l'Europe, de l'Asie ou de l'Afrique, ont été commandés par la certitude des républicains sur l'écroulement du régime stalinien par son opposition interne. Staline est mort. Khrouchtchev est venu. Et loin de s'effondrer, l'Empire et l'influence soviétique s'étalent sur tout le globe avec d'autant plus de facilités que les Américains n'ont cautionné que les régimes pourris, les intérêts de classe les plus précaires et les monarchies sans appui populaire.

Dans les premières années des mandats républicains la cécité politique des Foster Dulles ou Cabot Lodge était compensée par un armement supérieurement destructif qui pouvait mettre à raison toute velléité soviétique. Mais aujourd'hui et pour un certain temps probablement la «*force de frappe*» joue en faveur des Russes.

Un monde en ébullition; un impérialisme qui étend sa domination; une Europe divisée par des particularismes anachroniques; une Afrique affranchie du colonialisme et en quête d'idéologie propre; un Etat américain sclérosé par l'immobilisme; une Amérique du Sud en proie aux transformations révolutionnaires; tel est l'héritage qui échoit à Kennedy.

«Je t'implore en suppliant: ne me laisse point ainsi seul etsans consolation au milieu des maux que tu as vus et dont tu as entendu le récit».

Cet appel de Sophocle résume la tragédie de Kennedy. Certes, le Sénateur catholique n'est pas sans courage ni intelligence. Son réquisitoire prophétique, en 1957, sur le destin de l'Algérie en témoigne. Mais, il demeure prisonnier de clans, desquels le Vatican n'est pas des moins influents, qui jettent la suspicion sur l'efficacité de son rôle.

Michel PENTHIE.
